



ACIS ASBL

Au rythme de votre vie

Bien grandir. Bien vivre. Bien vieillir.

Projet de Vie

Foyer de la Providence
Beaufays





Foyer de la Providence

Beaufays ACIS ASBL

CONVENTION ENTRE LE GESTIONNAIRE ET LE RESIDENT

Maison de Repos / Maison de Repos et de Soins / Courts-Séjours

Entre

L'établissement **FOYER DE LA PROVIDENCE** **A.C.I.S. ASBL**

Adresse : **Route de l'abbaye, 72** **4052 Beaufays**

Téléphone : **04/368.74.19**

Adresse mail : providence-beaufays@acis-group.org

Représenté par la directrice, Madame CLAVELLO Alessandra

Numéro du titre de fonctionnement délivré par le Service public de Wallonie :

162.022.112

Maison de repos Maison de repos et de soins Courts-Séjours

Et

Le résident (Nom et prénom)

..... (Nom et prénom)

Représenté par Monsieur/Madame (Nom et prénom)

Adresse:

Il a été convenu ce qui suit:

Article 1. Cadre légal

La présente convention est établie en double exemplaire en vertu :

- du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, articles 334 à 379 et du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, articles 1396 à 1456 et de l'Annexe 120.

Toute modification fait l'objet d'un avenant en double exemplaire daté, signé et joint à la convention.

Toute adaptation de prix conforme aux dispositions décrétales et réglementaires n'est pas considérée comme une modification de la convention.

Article 2. Le séjour

Date d'entrée:/...../.....

La présente convention est relative à un séjour de durée indéterminée.

ou

La présente convention est relative à un court séjour jusqu'à la date du/...../.....
(durée déterminée de maximum 3 mois par année civile tous établissements confondus)

Article 3. La chambre

L'établissement attribue au résident, avec son accord ou celui de son représentant, la chambre n°....., d'une capacité de lits, de type tel que défini dans le tableau ci-dessous.

Un changement de chambre ne peut être effectué sans le consentement du résident ou de son représentant.

L'état des lieux de la chambre occupée par le résident, signé et daté par les parties, est joint à la présente convention. Il servira à établir les responsabilités en cas de dégâts éventuels.

A défaut d'état des lieux établi avant l'admission, le résident est présumé avoir reçu la chambre dans l'état où elle se trouve au moment de son départ et ne peut être tenu pour responsable des dégâts éventuels.

L'inventaire du mobilier apporté par le résident à l'établissement fait l'objet d'un document signé par le résident ou son représentant et le directeur de l'établissement et est conservé dans son dossier individuel.

Article 4. Le prix d'hébergement et des services

§ 1er Au jour de la signature de la présente convention, les prix suivants sont appliqués au sein de l'établissement, en fonction de l'autorisation de l'Agence pour une Vie de Qualité (AViQ) :

Types de chambre	Caractéristiques	Tarif journalier
TYPE 1	Chambre individuelle 17,5 - 18 m2	57,68 € /jour
TYPE 2	Chambre individuelle 20 - 21 m2 Ou Chambre individuelle 17,5 - 18 m2 avec terrasse	60,17 € /jour
TYPE 3	Chambre individuelle 23 - 24 m2 Ou Chambre individuelle 20 - 21 m2 avec terrasse	62,61 € /jour
TYPE 4	Chambre individuelle Espace Abbaye 24 m2 Ou Chambre individuelle 23 - 24 m2 avec terrasse	64,35 € /jour
TYPE 5	Chambre individuelle Espace Abbaye 25,5 m2	64,94 € /jour
TYPE 6	Chambre court-séjour Espace Charmille 20 - 21 m2	60,17 € /jour

En fonction de la chambre choisie, le prix d'hébergement s'élève à € par jour.

Ce montant pourra être modifié sous le contrôle de l'Agence pour une Vie de Qualité. Toutefois, la majoration du prix d'hébergement ne peut pas, sur une année civile, dépasser 5% au-delà de l'indexation des prix à la consommation survenue depuis la dernière augmentation de prix.

La majoration de prix est notifiée aux résidents ou à leurs familles et à l'administration, et entre en vigueur le 30^{ème} jour qui suit celui de sa notification.

Toute adaptation de prix conforme aux dispositions décrétales et réglementaires n'est pas considérée comme une modification de la convention.

Sans préjudice d'une augmentation de prix ainsi autorisée, en cas de nouvelle construction, de travaux de transformation de l'établissement pour aînés sur le même site ou de nouvelle construction ou réhabilitation sur un autre site impliquant le transfert des places de l'établissement existant, les résidents présents avant le début des travaux conservent un droit au maintien du prix d'hébergement. Sauf dérogation prévue par le Gouvernement, le changement de chambre d'un résident pour des raisons liées à son état de santé implique le droit au maintien du prix d'hébergement.

Lorsque la chambre est mise à la disposition du résident dans le courant du mois, il est redevable alors, et pour la première fois, d'un montant correspondant à la partie de ce mois restant à courir.

§ 2. Le prix d'hébergement inclut les éléments suivants :

- * l'usage de la chambre et de son mobilier.
- * l'usage et l'entretien des installations sanitaires, privées ou collectives.
- * l'usage des parties communes, ascenseurs compris, conformément au règlement d'ordre intérieur.
- * le gros entretien du patrimoine, l'entretien courant et le nettoyage des parties communes, en ce compris le matériel et les produits; les réparations des chambres consécutives à un usage locatif normal.
- * le mobilier et l'entretien des parties communes.
- * l'évacuation des déchets.
- * le chauffage des chambres et communs, l'entretien des installations et toute modification de l'appareillage de chauffage.
- * l'eau courante, chaude et froide, et l'utilisation de tout équipement sanitaire.
- * les installations électriques, leur entretien et toute modification de celles-ci et la consommation électrique des communs et des dispositifs médicaux (aérosols, oxyconcentrateurs, matelas alternating...);
- * les installations de surveillance, de protection-incendie et d'interphonie.
- * les frais d'installation, d'entretien et de redevance d'un téléphone public mis à la disposition des résidents dont ceux-ci ne supportent que le coût des communications personnelles, au prix coûtant.
- * la mise à disposition, dans un des lieux de vie commune, d'un ordinateur permettant l'envoi et la réception de messages par voie électronique et l'accès à l'Internet.
- * la mise à disposition dans les locaux communs de télévision, radio et autre matériel audiovisuel.

- * les frais administratifs de quelque nature qu'ils soient, liés à l'hébergement ou l'accueil du résident ou inhérent au fonctionnement de l'établissement.
- * les assurances en responsabilité civile, l'assurance incendie ainsi que toutes les assurances souscrites par le gestionnaire conformément à la législation, à l'exception de toute assurance personnelle souscrite par le résident.
- * les taxes locales éventuelles.
- * les activités d'animation, de loisirs et d'activation thérapeutique lorsqu'elles sont organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- * les installations de cuisine collective, leur entretien, leurs modifications liées à l'évolution de la législation et l'acheminement des matières et leur stockage.
- * la confection et la distribution des repas, le respect des régimes, les collations et boissons dont la distribution est systématique en-dehors des repas; aucun supplément ne peut être porté en compte pour le service en chambre; les substituts de repas ne sont pris en compte qu'à concurrence du coût d'un repas normal.
- * la mise à la disposition, l'entretien et le renouvellement de la literie: matelas, couvertures, couvre-lits, draps, taies, alèses, ainsi que des rideaux, tentures et textiles d'ameublement.
- * la mise à disposition de bavoirs et de serviettes de table.
- * la protection de la literie en cas d'incontinence.
- * le matériel d'incontinence.
- * le matériel de prévention des escarres.
- * la mise à disposition d'un frigo lorsqu'il est intégré dans le mobilier de la chambre ;
- * la consommation électrique, les appareils d'éclairage et de chauffage liés à l'usage individuel des résidents.
- * le nettoyage des chambres et du mobilier et matériel qui s'y trouvent.
- * les prestations du personnel infirmier et soignant.
- * les prestations du personnel paramédical et de kinésithérapie couvertes par les organismes assureurs¹.
- * l'approvisionnement, la gestion, le stockage et la distribution des médicaments, sans préjudice du libre choix du pharmacien par le résident; l'entièreté de la ristourne éventuellement accordée par le pharmacien doit être rétrocédée au résident.
- * la mise à disposition d'une chaise percée quand l'état du résident le requiert.
- * le mobilier obligatoire des chambres, la mise à disposition éventuelle d'un lit à hauteur variable, du matériel visant à adapter le mobilier à l'état de santé du résident (soulève personne, barres de lit, matelas...) et du matériel de contention.
- * les taxes et impôts relatifs à l'établissement.
- * les frais d'entretien, de nettoyage et de réparation occasionnés par l'usure normale, consécutifs au départ du résident.
- * le lavage et le pressing du linge non personnel.
- * la mise à disposition illimitée d'eau potable chaude et froide.

¹ A l'exception des éventuels tickets modérateurs pour les résidents hébergés dans un lit qui ne dispose pas de l'agrément en qualité de maison de repos et de soins.

- * le raccordement téléphonique et le poste téléphonique en chambre pour chaque résident. Le résident ne supporte que le coût des communications
- * l'accès à internet dans chaque chambre
- * le raccordement et l'abonnement à la télédistribution ainsi que la mise à disposition de la télévision

§ 3. Un supplément peut être porté en compte au résident pour les services suivants, **tarifés par l'établissement** aux montants suivants :
(selon autorisation de l'AViQ)

Séjour à durée indéterminée :

- Repas accompagnant sur réservation : 6 € le repas. Le coût de celui-ci est répercuté sur la facture mensuelle du résident.
- Produits de première nécessité (toilette...) : au prix du tarif du fournisseur.
- Coût des communications extérieures : facturation au prix coûtant Proximus.
- Les communications internes sont gratuites.

- Produits et matériel de soins non couverts par le forfait INAMI et nécessaires au résident :
 - Liste disponible sur demande auprès du responsable infirmier.
 - Prix au tarif de la pharmacie.

Courts-Séjours :

- Repas accompagnant sur réservation : 6 € le repas. Le coût de celui-ci est répercuté sur la facture mensuelle du résident.
- Produits de première nécessité (toilette...) : au prix du tarif du fournisseur.
- Coût des communications extérieures : facturation au prix coûtant Proximus.
- Les communications internes sont gratuites.

- Produits et matériel de soins non couverts par le forfait INAMI et nécessaires au résident :
 - Liste disponible sur demande auprès du responsable infirmier.
 - Prix au tarif de la pharmacie.

§ 4. Seuls les biens et services librement choisis par le résident ou son représentant peuvent faire l'objet de suppléments.

Aucun supplément non repris dans la présente convention ne peut être mis à charge du résident.

§ 5. Ne sont pas considérés comme suppléments les avances en faveur des résidents, à savoir toute dépense effectuée par l'établissement au nom du résident et remboursé pour son montant exact. Cette dépense doit être certifiée par un document justificatif ou par une facture établie au nom du résident.

§ 6. Le résident n'ayant pas une couverture suffisante auprès de l'Assurance-Maladie-Invalidité prend à sa charge le petit matériel de soins, les prestations du personnel infirmier et soignant et du personnel paramédical.

Le montant demandé au résident ne peut dépasser l'intervention qu'aurait versé l'INAMI pour lui à l'établissement, tel que déterminé par l'arrêté ministériel du 06 novembre 2003 fixant le montant et les conditions de l'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées.

§ 7. À partir du 1^{er} septembre 2018, une ristourne de 0,34 euro sur le prix d'hébergement est octroyée par journée d'hébergement pour laquelle l'intervention d'un organisme assureur est accordée.

Ce montant est lié à l'indice pivot 112,72 dans la base 2004 = 100 et est adapté conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume dans le secteur public.

Article 5. Les absences

En cas d'absence du résident pour hospitalisation, week-end, vacances et pour tout autre motif, les conditions de l'intervention financière sont les suivantes : un montant forfaitaire journalier de 2,48 euros sera déduit à partir du huitième jour d'absence ininterrompue.

Sauf pour raisons médicales, les absences doivent être préalablement notifiées à la direction de l'établissement.

Article 6. Paiement du prix d'hébergement et des suppléments

La maison de repos tient pour chaque résident un compte individuel indiquant tout le détail des recettes et dépenses ainsi que des fournitures et services prestés en sa faveur. Ce compte individuel peut être consulté à tout moment par le résident ou son représentant.

Une facture mensuelle détaillée, incluant la mention de l'intervention de l'INAMI, est remise accompagnée de toutes les pièces justificatives au résident ou à son représentant.

Le prix d'hébergement est payé anticipativement

Le montant des suppléments est payé à terme échu.

Le délai de paiement est le suivant : 30 jours calendrier date de la facture.

Le délai dont dispose le résident ou son représentant pour contester les factures est de : 1 mois à dater de la réception.

Toute somme non payée à l'échéance produira de plein droit et sans mise en demeure un intérêt moratoire qui ne peut dépasser le taux de l'intérêt légal, visé par l'art. 1153 du Code civil².

² Ce taux est revu chaque année calendrier et publié par le SPF Finances au Moniteur belge dans le courant du mois de janvier. Il est consultable à l'adresse suivante : www.treasury.fgov.be

Article 7. L'acompte

Aucun acompte n'est exigé du résident, excepté pour les séjours à durée déterminée (Courts-Séjours).

Pour ceux-ci la réservation ne sera effective qu'après versement d'un acompte correspondant à 7 jours d'hébergement. Cet acompte ne peut être exigé qu'après la signature de la convention qui doit mentionner la date d'entrée dans l'établissement.

Cet acompte sera déduit de la dernière facture ou sera restitué si le résident est, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité d'entrer dans l'établissement ou si le gestionnaire ne peut pas accueillir la personne à la date prévue par la convention.

Article 8. La garantie

Aucune garantie n'est exigée du résident.

Article 9. La gestion des biens et valeurs

L'établissement se refuse de prendre en dépôt ou de gérer des biens et valeurs appartenant au résident.

Article 10. Période d'essai et de préavis

Si la présente convention est relative à un séjour à durée indéterminée :

Les trente premiers jours servent de période d'essai durant laquelle les deux parties peuvent résilier la convention moyennant un préavis de 7 jours. Au terme de la période d'essai, le préavis ne peut être inférieur à trois mois, en cas de résiliation par le gestionnaire et de quinze jours, en cas de résiliation par le résident.

Le préavis de 3 mois peut être ramené à 1 mois en cas de non respect par le résident des normes de sécurité ou des impératifs de la vie communautaire.

Si la présente convention est relative à un séjour à durée déterminée :

La convention peut être résiliée moyennant un préavis de 7 jours, quelle que soit la partie qui signifie cette résiliation.

Dans tous les cas :

Tout préavis donné par le gestionnaire est dûment motivé. A défaut, le congé est censé ne pas avoir été donné.

Si le résident quitte l'établissement pendant la période de préavis donné par le gestionnaire, il n'est tenu à aucun préavis.

Le résident ou son représentant qui résilie la convention sans observation du délai de préavis est tenu de payer à l'établissement une indemnité correspondant au prix de la pension couvrant la durée du préavis, à l'exclusion des suppléments éventuels.

La résiliation se fait par écrit, soit par envoi recommandé, soit par notification écrite avec accusé de réception des parties deux jours avant la prise de cours des délais prévus ci-dessus.

En cas de décès ou de départ pour des raisons médicales, l'obligation de payer le prix d'hébergement subsiste tant que la chambre n'est pas libérée, compte tenu des dispositions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 11. Litige

Tout litige concernant l'exécution de la présente convention relève de la compétence des tribunaux civils suivants :

Justice de Paix – Canton de FLERON
Rue de du Bay Bonnet 15, 4620 Fléron

Tribunal de première instance de LIEGE
PALAIS DE JUSTICE
Annexe Nord
Rue de Bruxelles 2, 4000 Liège

Article 12. Clauses particulières

LA GESTION DES MEDICAMENTS

- Séjour à durée indéterminée :

La fourniture, la préparation et l'administration des médicaments sont assurées par la Maison de repos sauf dérogation particulière. Celle-ci fera alors l'objet d'un accord écrit entre les deux parties et pourra être revue selon nécessité.

- Séjour à durée déterminée (Courts-Séjours) :

- La fourniture des médicaments: le résident devra apporter des médicaments en suffisance pour couvrir la période nécessaire à la première fourniture via notre pharmacie.

Au-delà de cette période :

- Le résident continuera à assurer la fourniture des médicaments jusqu'au terme de son séjour³.
- La Maison de repos assurera la fourniture des médicaments jusqu'au terme de son séjour³.

- La préparation et l'administration des médicaments seront assurées par :

- Le résident lui-même jusqu'au terme de son séjour³.
- La Maison de repos jusqu'au terme de son séjour³.

³ Biffer la mention inutile

Ces choix pourront être modifiés selon nécessité, moyennant un accord écrit entre les deux parties.

Ainsi fait en deux exemplaires destinés à chacun des signataires, après prise de connaissance du règlement d'ordre intérieur par le résident et/ou son représentant.

....., le.....

Signature du résident
et/ou de son représentant

Signature du gestionnaire
ou de son délégué,
A. CLAVELLO directrice